

ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES DE MILA/CHU CONSTANTINE

Reconduction de la convention de jumelage

Les établissements sanitaires de Mila, établissements publics hospitaliers (EPH) et établissements publics de santé de proximité (EPSP), continueront, pour trois autres années, de bénéficier de l'assistance et du partenariat du centre hospitalo-universitaire de Constantine (CHUC).

C'est ce qui a été convenu lors d'une réunion tenue mercredi dernier au siège de l'administration du CHUC et en présence des responsables des deux parties concernées. Forts de l'expérience de quatre années d'un partenariat qualifié de bénéfique à plus d'un titre (voir article «CHU Constantine, secteurs sanitaires de Mila. Bilan de quatre années de jumelage», le *Soir d'Algérie* du mercredi 5 décembre 2007), tous les partenaires présents à cette réunion ont été unanimes à dire que cette convention, en plus de sa reconduction systématique, doit obligatoirement être revue et corrigée avec des objectifs bien ciblés et soigneusement hiérarchisés.

Entouré de quelques éminents professeurs, chefs de service et président du Conseil scientifique, Salim Zermane, PDG du CHU Constantine, soutient d'emblée qu'il ne lui est que plausible d'applaudir une telle initiative et d'adhérer pleinement à une telle démarche de complémentarité et d'intersectorialité des différentes structures sanitaires, opération qui va crescendo avec la nouvelle politique initiée par les pouvoirs publics, la finalité étant le rapprochement des soins du citoyen et, au-delà, veiller à l'amélioration des conditions de prise en charge du malade.

«Nos amis de Mila sont appelés à déterminer leurs véritables besoins en la matière et nous faire en quelque sorte leur déclaration d'intention, qu'on discutera au fur et à mesure», poursuit M. Zermane.

Le professeur Abdelaziz Segueni, chef de service au CHUC, coordinateur et initiateur de cette convention, parce que portant une double casquette dont il n'arrive pas à s'en défaire pour des raisons évidentes, n'a cessé durant cette réunion d'orienter les débats, d'éclaircir des zones d'ombre, de soumettre des idées et des propositions, d'aller droit au but dans la concrétisation des besoins réels et stratégiques des différents établissements sanitaires de la wilaya de Mila, chacun selon ses spécificités et selon son envergure, avec

pour toile de fond d'instituer des mécanismes et des passerelles qui permettent des améliorations significatives des conditions de prise en charge des malades de ces établissements par des spécialistes du CHUC, et ce, par l'optimisation de tous les moyens adéquats et l'implication de tous les acteurs concernés. «Préciser les axes de travail, réfléchir à un programme réaliste et réalisable, peaufiner les idées et les propositions émises, fixer une hiérarchisation plus claire pour assurer plus de rentabilité et surtout limiter les interlouteurs», telles semblent être les principales préoccupations mises en relief par les professeurs présents (formateurs) et par le président du conseil scientifique du CHUC. Mme Zeghileche, directrice de wilaya de la santé, reconnaît que l'accompagnement, quatre années durant, par le CHU Constantine a été très favorablement ressenti et a beaucoup aidé les trois secteurs sanitaires de la wilaya de Mila, malgré les quelques réticences soulevées et les dysfonctionnements constatés au niveau de certains services. «Il faut maintenant aller de l'avant en apportant les corrections qui s'imposent aux lacunes constatées, mais également en ciblant les thèmes et en hiérarchisant

nos prévisions et nos besoins, particulièrement ceux relatifs à l'encadrement et à la formation à différents niveaux et si Mila continue d'évacuer vers le CHUC, c'est parce qu'elle a un problème sérieux d'encadrement et non pas d'équipements ou autres moyens matériels», assure madame la directrice.

Une petite réunion restreinte a permis à la délégation de Mila, menée, il faut le dire, par une directrice de la santé maîtrisant parfaitement son dossier et appuyée par des médecins de qualité et de grande expérience à l'instar des docteurs Mohamed Medoukali et Khebbab, de reformuler les propositions contenues dans la convention, cadre de jumelage, par priorité des thèmes échelonnés dans l'espace et dans le temps et en définissant les premiers gestes et les premières pathologies, conformément aux besoins locaux. Ainsi, cette convention deuxième génération a été signée avec la spécificité de chacun des 11 établissements sanitaires de la wilaya, mais avec une seule coordination, comme convenu, représentée en la personne de M^{me} Zeghileche, directrice de wilaya et seule interlocutrice vis-à-vis du partenaire de la convention.

A. M'haimoud

BOUIRA

L'ex-P/APC de Sour-El-Ghozlane et cinq autres élus condamnés

L'affaire de l'ex-P/APC de Sour-El-Ghozlane et cinq autres élus qui ont été évincés par le wali en juillet 2005 suite à une correspondance d'un élu faisant état de la dilapidation des deniers publics, de détournements d'argent et de passation de marchés douteux vient de connaître ses premiers résultats.

En effet, traduits enfin devant la justice au niveau du tribunal de Bouira, le verdict concernant cette affaire a été rendu ce lundi. L'ex-maire, A. B. A., et deux autres élus, M. D. et K. A., ont été tous les trois

condamnés à 3 ans de prison ferme et 200 000 DA d'amende, alors que les trois autres élus poursuivis pour la même affaire, Z. A., H. T. et H. K. ont été condamnés à 2 ans de prison ferme et 100 000 DA d'amende chacun. Dans cette affaire qui remonte à la gestion de l'ancienne législature de 2002-2007, et d'après les informations de l'époque, le trou financier découvert lors de l'enquête effectuée et ordonnée par le wali était de l'ordre de 4,6 milliards de centimes.

Lors du procès, les avocats des prévenus ont réussi à démontrer à la justice que le délit de détournement d'argent pour lequel ils sont poursuivis n'a aucun fondement, puisqu'il est clairement établi que

l'argent a été bel et bien consommé dans des projets et autres besoins de la commune. De fait, ce délit a été retiré des accusations et seuls les deux autres délits de dilapidation des deniers publics ainsi que la passation des marchés douteux ont été retenus contre eux. Ce lundi, à la sortie du tribunal, tous les élus étaient déçus par ce verdict qui n'a pas tenu compte du fait que l'argent ait été bel et bien dépensé pour le bien de la collectivité locale et qu'il n'y avait aucune dilapidation. En tout état de cause, les six élus ont décidé de faire appel auprès de la cour de Bouira dans l'espoir de voir ce verdict, somme toute sévère, allégé ou simplement effacé.

Y. Y.

GUELMA

Retard des salaires dans le secteur sanitaire

Les paramédicaux et les extra-hospitaliers du secteur sanitaire de la wilaya de Guelma se disent mécontents de leurs conditions de travail. Ils réclament, par conséquent, le paiement des arriérés et le retard des salaires de 50 jours.

Le personnel médical du secteur sanitaire de la wilaya de Guelma qui, jour après jour, démontre son dévouement sans bornes, revendique le paiement du salaire du mois de décembre dernier. Selon une source digne de foi, «la colère du personnel médical ne se limite pas à cette seule revendication salariale», mais aussi à

chaque retard, c'est la même histoire, il prétend m'avoir déjà versé l'argent sur mon CCP et quand je vais à la poste, il n'y a rien. J'ai des factures à payer, une famille à nourrir, c'est plus possible de vivre comme ça. Je ne comprends pas qu'on ne puisse pas nous payer à la fin de chaque mois !» fulmine un para-médical qui laisse aller sa colère et son dépit devant tout le monde à l'intérieur de la poste de Guelma. Comme ses compagnons, il est bien décidé à suspendre le travail tant qu'il ne touchera pas son salaire.

Les travailleurs veulent déclencher une grève jusqu'à paiement de leur salaire.

A l'hôpital Docteur-Okbi c'est la débâcle que s'est accentuée avec l'absence du directeur du secteur sanitaire. Ce responsable reste injoignable, même par téléphone, malgré nos nombreuses tentatives. «Nous interpellons les autorités compétentes pour mettre fin à cette situation qui perdure !» dira un autre paramédical que nous avons rencontré à l'intérieur de la poste.

B. A.

ÉVALUATION DES EXAMENS À ADRAR Une commission ministérielle à pied d'œuvre

Dans le cadre du programme établi et tracé par le ministère de l'Éducation nationale, depuis le début de l'année en cours et sur instruction du ministre lors de la réunion qui a regroupé tous les directeurs de l'éducation des 48 wilayas, il a été décidé de créer une commission qui sera chargée du suivi et de l'évaluation des résultats des examens de 6^e, du BEM et du bac.

A la lumière du faible taux de réussite enregistré par les wilayas du sud, un plan pour une étude approfondie des causes qui sont à l'origine de cette défaillance a été mis au point. A cet effet, le ministère de l'Éducation nationale a délégué une commission présidée par Mokrane Abdelmajid, inspecteur central au ministère, et Mahiouf Rabah, sous-directeur de l'enseignement général, sous l'égide de l'inspection générale. Durant une semaine, en collaboration avec les inspecteurs de l'éducation et de la formation des différentes matières, on procédera d'abord à l'installation d'une commission de wilaya présidée par le directeur de l'éducation. Il s'agit, en outre, d'évaluer les conditions de scolarité des apprenants (6^e, 4^e AM et 3^e AS).

L'analyse des résultats du premier trimestre permettra indubitablement de mettre en exergue les faiblesses à l'origine de cet échec et de trouver des solutions immédiates.

Des visites d'inspecteurs de différents paliers viendront ponctuer le programme de travail mis en place afin de cerner les difficultés et agir. Cette commission est scindée en trois sous-commissions qui s'occupent respectivement des secteurs du primaire, du moyen et du secondaire. Elles sont également chargées du suivi du travail pédagogique effectué au niveau des établissements scolaires qui comportent à leur tour des cellules pour les activités pédagogiques. Elles se composent de membres de l'administration, de professeurs mais également de parents et de représentants d'élèves des classes d'examen. Ainsi, les absences (élèves et professeurs) seront consignées pour savoir les raisons de ce recul.

Tous les professeurs des classes d'examen feront l'objet d'une inspection pédagogique avant la date du coup d'envoi de la 6^e, du BEM et du bac. Les visites seront suivies d'une opération de formation afin de combler les lacunes et favoriser l'épanouissement des élèves.

Les cahiers de texte subiront eux aussi un contrôle systématique qui permettra au chef d'établissement de se rendre compte de la progression et du respect des répartitions annuelles qui demeurent un outil d'évaluation du travail effectué. Un rapport sera établi et finalisé avant la fin du mois de février afin de figurer cette vaste opération qui consiste à améliorer le rendement des élèves et aussi à élever leur niveau scolaire.

MM. Mokrane et Mahiouf l'ont clairement souligné : «Nous devons tout faire afin de relever le défi et rectifier le tir en offrant une chance à tous.»

El-Hachemi Safi

BATNA

SOS d'un moudjahid en danger de mort

Saâdi Ahmed Ben Salah, de Tilatou, moudjahid (1956-1963), détenteur de la médaille de l'ALN, lance un appel pressant au ministre des Moudjahidines pour se pencher sur son cas : 73 ans, blessé de guerre en 1961, invalide depuis.

M. Ben Salah éprouve les pires difficultés dans les séances de dialyse du fait que son corps repousse la fistule artério-veineuse. Il place une première à Annaba qui ne dure que peu de temps, pour se refaire une seconde avec laquelle la dialyse se trouve être encore douloureuse. Pour son cas, les médecins recommandent une fistule numérale (haute).

Il faut noter qu'aucun centre public ne place ces fistules, et les milliers de dialysés recourent aux privés pour effectuer l'opération qui plus est non remboursable par la Cnas. M. Ben Salah lance un SOS sachant qu'un grand nombre de moudjahidines invalides vivent le même calvaire.

Signalons que le centre de dialyse Renadyal de Batna offre aux malades, en plus de l'hygiène, un suivi médical régulier avec présence médicale permanente. Il prend actuellement en charge 88 malades selon un programme hebdomadaire pour trois passages et une dialyse de quatre heures. L'injection, depuis octobre 2007, de la crythosopéptine évite aux malades les transfusions sanguines. Ce traitement, remboursable par la Cnas, améliore la santé des malades.

Houadef Mohammed